



**PRÉFET  
DE LA  
MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ARRETE n° 202-2021-05-12-00002

**FIXANT LES TAUX APPLICABLES AUX AIDES DE L'ÉTAT  
POUR LES PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES**

**LE PRÉFET**

**Vu** la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, notamment son article 21 instituant le contrat unique d'insertion et le décret no 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion;

**Vu** le code du travail et notamment ses articles L5134-20 à L5134-34 et L 5134-65 à L5134-73 qui disposent que l'Etat peut attribuer une «aide à l'insertion professionnelle» au bénéfice de contrats de travail appelés, «contrats d'accompagnement dans l'emploi » (CAE) ;

**Vu** l'article 5 de la loi du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes,

**Vu** les articles R5134-42 et R5134-65 du code du travail qui disposent que les montants des aides financières accordées au titre des « aides à l'insertion professionnelle » conclues en application, des dispositions prévues aux articles L5134-20 à L5134-334 (CAE) du code du travail, sont fixés par un arrêté du préfet de région ;

**Vu** le décret du 5 février 2020 portant nomination du préfet de région Martinique, préfet de la Martinique Monsieur Stanislas CAZELLES,

**Vu** le décret no 2014-1360 du 13 novembre 2014 relatif aux périodes de mises en situation en milieu professionnel ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** la circulaire DGEFP/MIP/METH/2021/42 du 12 février 2021 relative au Fond d'inclusion dans l'Emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail,

**Vu** les mesures prises le 26 avril 2021 par la Ministre du Travail, de l'Emploi et l'Insertion visant à favoriser l'engagement des employeurs et à lever d'éventuels freins liés au recrutement des contrats-aidés,

Sur proposition de la Directrice de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Martinique ;

## **ARRÊTE**

Les Parcours Emploi Compétences visent une insertion durable dans l'emploi en se basant sur le triptyque emploi-formation-accompagnement.

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - Publics**

Les parcours emploi compétences renvoient au cadre juridique des Contrats Unique d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) prévu par le code du travail dans le secteur non marchand.

La prescription du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-PEC) est centrée sur les publics éloignés du marché du travail au sens « personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi » (L.5134-20 du code du travail) pour lesquels :

la seule formation n'est pas l'outil approprié (le frein d'accès à l'emploi ne relève pas d'un défaut de qualification mais plutôt d'expérience et de savoir-être professionnels insuffisants, rupture trop forte avec le monde de l'école et de la formation etc.) ;

les raisons de l'éloignement à l'emploi ne relèvent pas de freins périphériques lourds justifiant d'un parcours dans une structure dédiée à l'insertion (type SIAE, EA).

► Une attention toute particulière est portée sur les travailleurs en situation de handicap ,en complément de l'orientation vers les entreprises adaptées et des échanges avec les employeurs pour favoriser leur emploi direct dans le cadre de l'obligation d'emploi qui s'impose aux entreprises de plus de 20 salariés ; les demandeurs d'emploi de + de 50 ans, les résidents en quartier prioritaire de la ville, les bénéficiaires du RSA et les demandeurs d'emploi de longue durée.

► S'agissant des jeunes, compte tenu de la détérioration de la situation économique résultant de la crise sanitaire et pour répondre à l'impératif de ne laisser aucun jeune sans solution, le plan annoncé par le 1er ministre comporte une politique volontariste en faveur de l'emploi des jeunes au titre des PEC et CIE.

Le parcours emploi compétences marchand (CIE), l'embauche est réservée aux employeurs relevant du champ d'application de l'assurance chômage pour les bénéficiaires suivants :

Jeunes de moins de 26 ans éloignés du marché du travail au sens « personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi ».

### **ARTICLE 2 - Sélection des employeurs**

La conclusion du parcours emploi compétences est conditionnée:

- d'une part à la capacité de l'employeur à offrir des postes et un environnement de travail propice à un parcours d'insertion ;

- d'autre part à l'engagement de l'employeur à mener des actions visant le développement de comportements professionnels et techniques mobilisables, à accompagner au quotidien le salarié, à faciliter l'accès aux formations a minima pré-qualifiantes, à la mise en place d'actions d'aide à l'insertion et/ou de mise en place de périodes de mises en situation en milieu professionnel (PMSMP) ; les formations réalisées en interne par l'employeur sont possibles, la gamme des formations allant de l'adaptation au poste à la formation qualifiante.

#### ARTICLE 4 - TAUX DE PRISE EN CHARGE DES PEC

Les taux de prise en charge par l'état des rémunérations des contrats sont exprimés en pourcentages du SMIC. Ils sont fixés en fonction des capacités de l'employeur à répondre aux critères suivants et sont appréciés par le prescripteur:

Pour le parcours emploi compétences non marchand :

Critères d'éligibilité aux taux de prise en charge				
Nature du PEC	PEC « Tout public » hors jeunes et QPV/ZRR	PEC Jeunes	PEC Jeunes infra BAC	PEC QPV/ZRR Tout public
Taux de prise en charge	60 %	65 %	80%	80%
Âge du bénéficiaire	Indifférent	Moins de 26 ans, à l'exception des bénéficiaires en situation de handicap pour lesquels la limite d'âge est portée à 31 ans	Moins de 26 ans, à l'exception des bénéficiaires en situation de handicap pour lesquels la limite d'âge est portée à 31 ans	Indifférent
Accompagnement	L'employeur est dans l'obligation d'accompagner le salarié par un tuteur identifié et de mettre en œuvre des actions d'accompagnement professionnel.			

Le taux de prise en charge de l'aide de l'Etat applicable aux PEC relevant du contingent de l'Education Nationale est fixé à 50%.

Pour le parcours emploi compétences marchand (CIE jeunes)

Les CIE bénéficient d'un taux de prise en charge unique à 47%, quels que soient l'âge du bénéficiaire et le type de contrat proposé.

Critères d'éligibilité aux taux de prise en charge	
Nature du Contrat	CIE Jeunes
Taux de prise en charge	47 %
Âge du bénéficiaire	Moins de 26 ans à l'exception des bénéficiaires en situation de handicap pour lesquels la limite d'âge est portée à 30 ans
Durée hebdomadaire de prise en charge	Entre 20h et 35h
Durée de prise en charge	9 mois

Le prescripteur doit veiller à ce que pendant et à la sortie du parcours emploi compétences et en lien avec le conseiller référent qui attribue l'aide:

Ø soit élaboré un diagnostic avec le bénéficiaire pour définir un projet professionnel cohérent, ainsi que les compétences à acquérir et les actions de formations correspondantes;

Ø soit mis en œuvre l'entretien tripartite entre le référent, le prescripteur et le futur salarié (au moment de la signature de la demande d'aide pour formaliser l'ensemble des engagements pris) ainsi que l'effectivité du suivi régulier pendant la durée du contrat ;

Ø soit mis en œuvre l'entretien de sortie à 1 et 3 mois avant la fin du contrat pour les salariés en PEC sans solution à l'issue du contrat.

Dans le contexte de la crise sanitaire l'entretien tripartite d'entrée en PEC ainsi que l'accompagnement effectué par le prescripteur du salarié en contrats aidés peuvent s'effectuer à distance si besoin ;

### **ARTICLE 3 – DUREE ET RENOUVELLEMENT DE L'AIDE**

Les durées de prise en charge moyennes arrêtées sont fixées dans le tableau ci-dessous :

<b>Durée de la prise en charge</b>				
Nature du PEC	PEC « Tous publics »	PEC Jeunes	PEC QPV/ZRR	CIE Jeunes
Durée du contrat	11 mois	11 mois	11 mois	9 mois
Durée hebdomadaire	20h	Entre 20h et 30h	Entre 20h et 30h	Entre 20h et 35h

► Pour les Parcours Emplois-compétences du secteur non marchand :

Cette durée ne fait pas obstacle à l'application des dérogations prévues pour certains publics, conformément à l'article L5134-23-1 du code du travail.

La décision de renouvellement n'est cependant ni prioritaire, ni automatique et est conditionnée à l'évaluation par le prescripteur de son utilité pour le bénéficiaire et autorisée sous réserve du respect des engagements de l'employeur. Pour les renouvellements des ex CUI-CAE et des parcours emploi compétences, les modalités de prise en charge applicables sont celles prévues par le présent arrêté.

A compter du 12 mars 2020 et pour une durée n'excédant pas six mois à compter de la fin de l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et prorogé dans les conditions prévues à l'article L. 3131-14 du code de la santé publique, peuvent être conclus ou renouvelés pour une durée totale de trente-six mois, par dérogation aux articles L.5134-25-1, L5134-23, L5134-69-1 et L5134-67-1 du même code, les contrats uniques d'insertion conclus en application de l'article L5134-19-1 du même code et le versement des aides à l'insertion professionnelle qui y sont associées.

► Pour le Parcours Emploi compétences du secteur marchand (CIE jeunes) :

La durée de travail hebdomadaire peut atteindre 35h, l'aide de l'Etat est versée sous réserve :

- de la disponibilité des crédits Etat;
- de la satisfaction par l'employeur de ses engagements;
- du maintien du dispositif d'accompagnement relatif au plan emploi compétence.

La formation n'est pas obligatoire et les renouvellements d'aide ne sont pas autorisés sur les CIE.

## **ARTICLE 5 - CAOM**

Les modalités de mise en œuvre des parcours emploi compétences cofinancés par la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment celles relatives à la durée hebdomadaire de prise en charge, à la durée des conventions, à l'accompagnement et à la formation des bénéficiaires, seront précisées dans la convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) conclue entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

## **ARTICLE 6 – DATE D'EFFET**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de sa publication et abroge toutes dispositions antérieures arrêtées.

## **ARTICLE 7 - EXECUTION DU PRESENT ARRETE**

Le secrétaire général de la Préfecture de la Martinique, la directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, le directeur régional de Pôle emploi, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Fait à Fort-de-France, le 12 MAI 2021**

  
Le Préfet de la Martinique  
**Stanislas CAZELLES**